

Notice d'information

Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) Aide complémentaire à la vache allaitante en remplacement de la PNSVA (ACVA)

pour tous les départements de métropole

Campagne 2014



TÉLÉDÉCLARATION

Vous pouvez télédéclarer sur le site TelePAC :

- votre demande PMTVA/ACVA (n'oubliez pas de la signer en ligne) ;
- des bordereaux de perte et de localisation des animaux (jusqu'à la fin de la période de détention obligatoire).

Si vous n'avez pas utilisé votre compte TelePAC en 2013, ou si vous avez perdu votre mot de passe, vous aurez besoin de votre code personnel TelePAC. Ce code figure en haut à gauche du courrier de fin de campagne reçu en début d'année 2013. Il reste valable pour le premier semestre 2014.



IMPORTANT

Vous n'avez pas à déclarer l'effectif de vaches et génisses pour lequel vous souhaitez percevoir la PMTVA et l'ACVA. Cet effectif sera automatiquement calculé à la fin de la période de détention obligatoire des animaux en fonction des critères d'éligibilité et à partir des notifications réalisées auprès de l'Établissement départemental de l'élevage (EDE).

Ainsi, il convient d'être à jour dans vos notifications à l'EDE et de respecter les délais de notification. Tout mouvement (entrées et sorties) concernant votre troupeau doit être notifié à l'EDE dans les 7 jours qui suivent l'événement. Un animal concerné par une notification hors délais est inéligible.

La vérification tiendra compte :

- du sexe, de l'âge et de la race des animaux ;
- du respect de la proportion d'au moins 60% de vaches parmi les vaches et les génisses éligibles ;
- du caractère allaitant de l'effectif éligible.

ATTENTION : En 2014, la date limite de dépôt des demandes PMTVA/ACVA est identique pour tous les départements, y compris les départements de Corse. Elle est fixée au 15 mai 2014.

Pour les départements continentaux, la période de détention obligatoire commence le lendemain du dépôt de votre demande si vous déposez celle-ci avant le 15 mai 2014. Par contre, elle commence systématiquement le 16 mai 2014 si vous déposez votre demande pendant la période de dépôt tardif avec pénalité de retard, c'est-à-dire entre le 16 mai 2014 et le 09 juin 2014.

Pour les départements de Corse, la période de détention obligatoire commence systématiquement le 16 octobre 2014 quelle que soit la date à laquelle vous déposez votre demande. Toutefois, vous pouvez décaler la date de début de votre période de détention, et cela jusqu'au 16 novembre 2014 inclus, en effectuant une demande par simple courrier adressé à la DDTM au plus tard le 17 novembre 2014.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Qui peut demander la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes et l'aide complémentaire à la vache allaitante ?

Vous pouvez demander cette (ces) aide(s) si vous détenez sur votre exploitation des vaches et des génisses destinées à l'élevage de veaux pour la production de viande.

2. Quels animaux peuvent être primés ?

Un animal éligible est une femelle :

- de l'espèce bovine,
- appartenant à une race à orientation viande ou issue d'un croisement avec l'une de ces races,
- et destinée à l'élevage de veaux pour la production de viande.

Attention

les femelles des races laitières suivantes ou issues d'un croisement entre ces races sont exclues du bénéfice de la PMTVA : Française Frisonne Pie Noire, Holstein, Armoricaïne, Bretonne Pie Noire, Jersey, Guernesey, Ayrshire.

Les femelles éligibles peuvent être :

- des vaches, c'est-à-dire des femelles ayant déjà vêlé ;
- des génisses, c'est-à-dire des femelles âgées d'au moins 8 mois et n'ayant jamais vêlé.

Le nombre de génisses primées ne peut pas dépasser 40% du nombre total de femelles aidées (avec application de l'arrondi comptable).

Le nombre de femelles qui bénéficieront de la PMTVA et de l'ACVA sera plafonné par le nombre de Droits à primes animales que vous détenez pour la campagne 2014.

Seuls les cheptels d'au moins trois femelles éligibles pourront bénéficier de la PMTVA.

3. Le système de gestion de droits temporaires

• **Si vous disposez de plus de droits à primes que de femelles éligibles, il est conseillé de participer au système de prêt de droits à titre temporaire.** Une reprise administrative peut être effectuée lorsque vous utilisez moins de 90% de vos droits et que vous refusez de prêter les droits non utilisés.

Pour les producteurs détenant moins de 7 droits à primes, la reprise administrative n'est toutefois effectuée que si le producteur utilise moins de 90% de ses droits pendant deux années consécutives. La reprise administrative est alors effectuée sur les droits non-utilisés la seconde année.

Vous ne pouvez pas prêter vos droits dans les cas suivants :

- si vous avez prêté vos droits trois années consécutives. Dans ce cas, vous devez utiliser tous vos droits pendant au moins deux années consécutives pour éviter la reprise administrative, ou vous pouvez transférer à la réserve les droits que vous n'utiliserez pas au cours de la campagne ;
- si vous n'avez pas utilisé au moins 90% de vos droits pendant deux années consécutives après une ou plusieurs années de prêt ;
- si vous avez reçu des droits gratuits depuis moins de trois ans.

• **Si vous disposez de moins de droits à primes que de femelles éligibles, il est conseillé de participer au système d'allocation de droits temporaires.** En effet, vous pouvez bénéficier de droits à titre temporaire (année en cours uniquement) selon les priorités établies localement par le Préfet, dans la limite des disponibilités de la réserve du département et après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

4. Les conditions de dépôt de la demande

ATTENTION : En 2014, les dates de dépôt des demandes PMTVA/ACVA sont identiques pour tous les départements, y compris les départements de Corse.

La demande doit impérativement être déposée à la DDT(M) du département du siège de votre exploitation **le 15 mai 2014 au plus tard.**

C'est la date de réception de votre demande qui est prise en compte et non la date d'envoi de votre courrier.

Toute demande parvenue à la DDT(M) entre le 16 mai 2014 et le 9 juin 2014 fait l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés).

Si le dépôt intervient après le 9 juin 2014 la demande est irrecevable et vous ne percevrez aucune aide.

5. Contenu de la demande

La demande doit comporter :

- ❖ le formulaire de demande « Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) / Aide complémentaire à la vache allaitante (ACVA) » dûment renseigné et signé.
- ❖ les coordonnées bancaires établies au nom du demandeur si vous n'avez pas perçu d'aides en 2013, ou si vous avez perçu des aides en 2013 mais que vous changez de références bancaires pour le paiement 2014,
- ❖ un bordereau de localisation si vos animaux sont susceptibles d'être localisés sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2013.

Vous ne pouvez pas modifier votre demande après son dépôt si vous avez été informé d'un contrôle sur place ou d'une anomalie relevée lors du contrôle administratif. Toutefois, vous devez continuer à déclarer toute modification de la localisation des animaux et toute perte d'animaux au moyen des bordereaux prévus à cet effet (cf. plus loin).

Attention

Le nom figurant sur les coordonnées bancaires doit correspondre exactement au nom du demandeur. Dans le cas contraire, les coordonnées bancaires ne pourront pas être prises en compte.

6. Le versement des aides

Les montants unitaires par animal seront fixés en fin de campagne afin de respecter les plafonds budgétaires. L'aide complémentaire à la vache allaitante sera supérieure pour les 40 premières femelles.

Une avance sera versée par l'Agence de services et de paiement à partir du 16 octobre 2014 pour les demandes dont la période de détention sera terminée. Le versement du solde interviendra lorsque tous les contrôles auront été effectués et, en tout état de cause, au plus tard le 30 juin 2015.

ENGAGEMENTS

7. Localiser les animaux

Vous devez déclarer les lieux de détention de votre cheptel au cours de la période de détention sur le formulaire de demande d'aide (paragraphe « localisation des animaux »), ou avec le bordereau de localisation dans certains cas détaillés ci-dessous. Tout lieu de localisation des animaux, même temporaire, doit être communiqué à la DDT(M).

- Lorsque vous remplissez votre formulaire de demande, si vos animaux sont localisés au cours de la période de détention obligatoire, même temporairement :
 - **dans un bâtiment de votre exploitation** : vous devez préciser la commune où est localisé ce bâtiment dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande ;

- **sur des parcelles déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2013** : vous devez cocher la case « sur des îlots figurant dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2013 » dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande.
- **sur des parcelles que vous n'avez pas déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2013** : vous devez cocher la case « sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2013 » dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande. Dans ce cas, vous devez joindre à votre formulaire de demande d'aide(s) un bordereau de localisation (voir ci-dessous le paragraphe « comment remplir un bordereau de localisation ») ;

Exemples

- *Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot acquis depuis votre dernière déclaration de surfaces, vous devez remplir un bordereau de localisation même si ces îlots seront déclarés dans votre déclaration de surfaces 2014.*
- *Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot prêté par un autre exploitant à des fins de pâturage, vous devez remplir un bordereau de localisation même si le déplacement est temporaire.*

- **sur des estives, des alpages ou des parcours collectifs** : vous devez cocher la case « sur des estives, alpages ou parcours collectifs » dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande et préciser le nom, le prénom et l'adresse du responsable d'estive.
- Au cours de la période de détention obligatoire :
 - **si vous déplacez vos animaux, même temporairement**, dans des lieux qui n'ont pas été déclarés dans votre formulaire de demande ou sur un bordereau joint au formulaire (par exemple un îlot acquis depuis le dépôt de votre demande), vous devez adresser un bordereau de localisation à la DDT(M) avant de déplacer vos animaux (voir ci-dessous le paragraphe « comment remplir un bordereau de localisation »).

Comment remplir un bordereau de localisation ?

Après avoir renseigné les informations vous concernant (n° Pacage, nom...), vous utilisez le tableau pour identifier les parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux. Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- *si vous allez déplacer vos animaux sur des îlots qui ont fait l'objet d'une déclaration de surfaces en 2013 et que vous connaissez les références de ces îlots, alors vous indiquez le numéro Pacage ou le nom de l'exploitant ayant déclaré ces îlots, la commune où ils sont localisés ainsi que leurs références ;*
- *si vous ne connaissez pas les références des parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux, alors vous indiquez de la manière la plus précise possible la localisation de ces parcelles (commune, nom du propriétaire éventuel, lieu-dit ou autres précisions).*

8. Notifier les mouvements dans les délais réglementaires

Tous les mouvements d'animaux doivent être notifiés dans les délais réglementaires à l'EDE. Un animal pour lequel un mouvement (entrée ou sortie) est notifié hors délais n'est pas éligible.

Les sorties notifiées pendant la période de détention obligatoire (PDO) sont prises en compte automatiquement (sous la forme d'une réduction de l'effectif éligible) sans qu'il soit nécessaire d'en informer la DDT(M). Par contre, une sortie doit être notifiée auprès de la DDT(M) au moyen d'un bordereau de perte pour qu'elle puisse être considérée comme une force majeure ou une circonstance naturelle (cf. paragraphe suivant).

Remplacement d'un animal sorti

Tout animal sorti de l'exploitation et dont la sortie a été notifiée à l'EDE dans un délai maximal de 7 jours peut être remplacé dans les 20 jours suivant sa sortie. L'entrée du nouvel animal doit être notifiée à l'EDE dans un délai maximal de 7 jours.

9. Signaler à la DDT(M) les pertes d'animaux dans certaines circonstances exceptionnelles

En plus des notifications de sorties faites à l'organisme chargé de l'identification, vous devez communiquer à la DDT(M) dans un délai de 10 jours ouvrés (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif éligible qui survient en raison de circonstances naturelles ou d'un événement exceptionnel comme une catastrophe naturelle grave, une épizootie ou une incapacité professionnelle de longue durée (les cas de forces majeures sont précisément définis par la réglementation).

Dans le cas de circonstances naturelles, l'animal est comptabilisé dans l'effectif éligible mais il n'est pas primé.

Dans le cas d'une force majeure reconnue par l'administration, l'animal est comptabilisé dans l'effectif éligible et il est primé.

La notification s'effectue au moyen du bordereau de perte. Vous indiquerez sur le bordereau de perte la date de la perte, le nombre d'animaux éligibles perdus, leur numéro d'identification ainsi que le motif de la perte.

10. Vérifier le caractère allaitant du cheptel

En application des dispositions réglementaires, la PMTVA et l'ACVA ne peuvent être versées que pour un effectif de femelles allaitantes, c'est-à-dire pour un effectif de femelles destinées à l'élevage de veaux pour la production de viande.

L'effectif primable est calculé automatiquement de telle sorte que deux ratios soient respectés :

- le **ratio de productivité** (nombre minimum de veaux par vache, fixé dans votre département par arrêté préfectoral) ;
- la **durée moyenne minimale de détention pour les veaux** nés sur l'exploitation (durée fixée dans votre département par arrêté préfectoral).

Les éléments pris en compte pour le calcul sont les suivants :

- le nombre de veaux nés sur l'exploitation ;
- le nombre de vaches (calculé sur la base de 60% de l'effectif de femelles maintenues pendant toute la période de détention obligatoire) ;
- et la durée minimale de détention.

Les veaux comptabilisés sont ceux dont la durée moyenne de détention est supérieure à la durée minimale de détention des veaux. La détention des veaux est vérifiée sur un intervalle de temps de 12 mois à 24 mois, également fixé par arrêté préfectoral.

Exemple

Un éleveur détient 80 femelles maintenues pendant toute la période de détention. Le calcul s'effectue sur la base de 60% de cet effectif (pour obtenir le nombre de vaches), soit 48 vaches.

Le ratio minimal de productivité est fixé à 0,7 dans le département de cet éleveur. Pour que la totalité de son effectif puisse être primé, l'éleveur doit respecter ce ratio et doit donc disposer de 33,6 (48×0,7) veaux nés sur son exploitation.

Si cet éleveur ne dispose que de 21 veaux nés sur son exploitation, l'effectif primable sera calculé en diminution. Pour cet éleveur, il sera possible de primer 30 vaches (21/0,7) et donc au total 50 femelles (30/60%).

Vous pouvez signaler à la DDT(M) certaines situations particulières qui pourront être expertisées et éventuellement prises en compte : installation, reprise d'exploitation, épizootie, départ à la retraite, problème de fécondité du cheptel, transhumance, vaches suitées et mises en pension.

Attention

L'effectif primé à l'issue de la période obligatoire de détention étant fonction du respect du caractère allaitant du troupeau, vous devez veiller à mener votre troupeau en conséquence, car si le caractère allaitant est établi pour un cheptel moindre, le nombre de bovins à primer sera diminué en proportion.

11. Respecter la réglementation relative à l'identification des animaux

Le respect de la réglementation relative à l'identification concerne tous les bovins présents sur l'exploitation et consiste notamment :

- à **poser sur chaque oreille d'un bovin, au plus tard 20 jours après sa naissance sur l'exploitation, une marque auriculaire agréée** comportant le numéro national d'identification ;
- à **maintenir en permanence les marques auriculaires de chaque bovin** et à signaler toute perte de ces marques à l'EDE (Etablissement départemental de l'élevage) ;

- à **remplir le document de notification** pour tous les événements de la vie de l'animal (naissance, entrée, mort, sortie) et à transmettre l'original de ce document signé à l'EDE dans un délai de 7 jours suivant l'événement ;
- à **tenir à jour le registre des bovins** qui comprend le double des documents de notification et le livre des bovins édité par l'EDE ;
- à **signaler immédiatement à l'EDE toute différence entre un animal et les informations figurant sur son passeport** (numéro national, sexe, type racial ou code race).

Lorsque, à l'occasion d'un contrôle dans l'exploitation, il est constaté le non-respect de la réglementation relative à l'identification, y compris pour des bovins non éligibles aux aides, des réductions pouvant aller jusqu'à la suppression des aides pourront être appliquées.

12. Déposer la déclaration de surfaces du dossier PAC

Si vous disposez de surfaces agricoles exploitées, vous devez déposer un dossier de déclaration de surfaces au plus tard le 15 mai 2014.

La déclaration de surfaces doit comprendre toutes les parcelles que vous possédez, que vous louez, ou dont vous avez l'usage et que vous utilisez à des fins agricoles. Elle permet notamment de contrôler et de vérifier la localisation de vos animaux.

VÉRIFICATIONS ET RÉDUCTIONS

À la suite du dépôt de votre demande d'aides, des contrôles administratifs et des contrôles sur place sont effectués afin de vérifier le respect de vos engagements.

13. Vérifications administratives

a. Dépôt tardif

Toute demande de PMTVA / ACVA parvenue à la DDT(M) après le 15 mai 2014 fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés). **Si le dossier est reçu par la DDT(M) après le 9 juin 2014, la demande est irrecevable et vous ne percevrez pas les aides concernées.**

b. Absence non justifiée de dossier de déclaration de surfaces

Si vous ne déposez pas de dossier de déclaration de surfaces en 2014 alors que vous disposez de surfaces agricoles, toutes vos aides animales (dont la PMTVA et l'ACVA) seront réduites de 3%.

14. Contrôles sur place

En déposant votre demande d'aide, vous vous engagez à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités compétentes et à faciliter le contrôle, par exemple en participant au rassemblement des animaux, en tenant à disposition des contrôleurs les DAB ou passeports, le registre, les factures, les bons d'enlèvement, ...

Les contrôles sur place peuvent intervenir pendant ou après la période de détention. Ils sont constitués de deux parties :

- **un contrôle documentaire** : ce contrôle consiste en l'examen du registre des bovins et des pièces justificatives décrivant les mouvements des bovins (factures, bons de livraison...). Il est rappelé que ces documents doivent être conservés pendant au moins 4 ans sur l'exploitation ;
- **un contrôle physique des animaux** : ce contrôle consiste notamment :

- à vérifier les numéros d'identification des bovins présents sur l'exploitation ;
- à dénombrer les bovins présents sur l'exploitation ;
- à vérifier la localisation des bovins.

À l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, si vous le souhaitez, à compléter par vos observations le compte rendu dont vous conserverez un exemplaire.

Un refus de contrôle de votre part entraîne le rejet de votre demande d'aide.

15. Réductions

Lorsque des anomalies sont constatées sur vos bovins à l'occasion d'un contrôle sur place, ces animaux sont considérés comme « en écart ». Un taux d'écart est alors calculé. Ce taux est égal au rapport entre le nombre d'animaux en écart et le nombre d'animaux calculé automatiquement pour votre demande de PMTVA, d'ACVA et le cas échéant pour votre demande EJB, après contrôle.

Si le taux d'écart est inférieur ou égal à 10%, alors le montant de l'aide est réduit du pourcentage d'écart calculé.

Si le taux d'écart est supérieur à 10% et inférieur ou égal à 20%, alors le montant de l'aide est réduit de deux fois le pourcentage d'écart calculé.

Si le taux d'écart est supérieur à 20%, alors aucun versement n'est effectué.

Si le taux d'écart est supérieur à 20% et qu'une fausse déclaration intentionnelle a été constatée ou si le taux d'écart est supérieur à 50%, l'aide n'est pas versée et une pénalité supplémentaire égale au montant correspondant sera appliquée.